

«Que penser du sionisme ...» par Maître Maurice BUTTIN

Maître Maurice Buttin est président du CVPR PO (Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient - secrétariat 54 rue des Entrepreneurs 75015 Paris). Il donne ci-après son opinion sur le sionisme :

Le discours que le Président de la République Emmanuel Macron a prononcé lors de la cérémonie commémorative de la « rafle du Vel d'Hiv » a été suivi de critiques par les amis de la cause palestinienne. La raison essentielle a été l'assimilation de l'antisémitisme à l'antisémitisme : *« En France, cette corruption des esprits - le racisme et l'antisémitisme - est bien présente sous des apparences nouvelles (...). Nous ne céderons rien aux messages de haine, nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est la forme réinventée de l'antisémitisme ».*

Etre « antisioniste », c'est s'opposer à une idéologie. Ce n'est pas du racisme. Le sionisme a d'ailleurs été, et demeure, contesté par de nombreux Juifs dans le monde. Sont-ils pour autant des antisémites ? Et pour moi, si l'antisémitisme doit être combattu avec le maximum de rigueur, il devrait, en revanche, en être de même du « sionisme ».

Amadouer l'une des parties est souvent très utile pour amadouer ensuite les deux, mais la recette n'est pas toujours infaillible !

Cette prise de position du Président est en opposition avec une déclaration faite quelques heures plus tard, lors de la rencontre à l'Élysée avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu*, qui est un appel « à la reprise de négociations de paix pour une solution à deux États (...) Israël et Palestine doivent pouvoir vivre côte à côte dans des frontières sûres et reconnues, avec Jérusalem comme capitale ». Ce que l'on a coutume d'appeler le « conflit israélo-palestinien » (qui est en réalité l'occupation de la Palestine, ou de son reste, 22 % par un État, Israël, construit en majorité par des migrants juifs) peut-il se résoudre par une négociation ?

Après l'échec des nombreuses tentatives depuis des lustres - le Président Obama, lui-même, n'a pas réussi à faire bouger d'un pouce les gouvernements d'Israël - serait-ce possible de régler simplement une affaire aussi compliquée ?

Il est vrai que, dans un autre domaine où toutes les diplomaties ont échoué, le Président Emmanuel Macron a revendiqué (« *Le peuple libyen mérite cette paix et nous la lui devons* »), l'accord de réconciliation conclu fin juillet, à La Celle Saint-Cloud, entre le Premier ministre du gouvernement libyen d'union et le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort venu de l'Est du pays. Mais il s'agissait là, plus simplement, de réunir deux forces rivales libyennes qui se disputent le pouvoir. Non de mettre d'accord un État occupant son voisin, qu'il déclare lui appartenir !

Les sionistes, forts de leur idéologie, n'ont jamais envisagé la possibilité de deux États, côte à côte, dans le cadre du mandat britannique ? Cette position est constante, dans leur esprit depuis la « *déclaration Balfour* » du 2 novembre 1917, et, dans la réalité, depuis la proclamation de l'État d'Israël par David Ben Gourion**, le 14 mai 1948.

Six années auparavant, d'ailleurs, en mai 1942, les sionistes, réunis en congrès, sous la houlette de Ben Gourion, avaient adopté le « *Programme de Biltmore* » (du nom de l'hôtel new yorkais où il se tenait) par lequel ils revendiquaient la création d'un État juif sur la totalité du mandat britannique, écartant toute idée d'État binational retenu par le Livre Blanc britannique de 1939. Les choses étaient claires. Il n'était plus question de l'installation d'un « Foyer juif en Palestine » (revendiqué par la Charte du Sionisme, proclamé à Bâle en 1897), mais, pour la première fois, de l'établissement d'un État juif, Eretz Israël, et cela, sur toute l'étendue de la Palestine historique.

Mieux, dans le programme du Likoud - présidé par Benjamin Netanyahou - on peut lire : « *Le gouvernement israélien rejette fermement la création d'un État arabo-palestinien à l'ouest du Jourdain* » ? Et que, déjà 600 000 colons israéliens juifs ont déjà été installés dans cette Palestine ?

Les partisans de la paix entre arabes et juifs réclament la fin de cette « stratégie du pire » mise en œuvre par les dirigeants d'Israël, voire la prise de sanctions, en dernière extrémité la suspension de l'accord entre l'Union Européenne et cet État.

Encore faut-il avoir le courage d'agir sans certitude du succès. Les exemples de sanctions que la France a approuvés ne sont-ils pas nombreux : contre la Russie, la Corée du Nord, l'Iran ... ? Mais leur efficacité est-elle à la mesure de la capacité mondiale de la diplomatie française ?

Dans un entretien à Jérusalem avec le journaliste Antoine Besson, le 18 janvier 2012, Mgr. Sabbah***, le patriarche émérite de Terre Sainte disait : « *La réalité des colonies est un danger pour toute la région (...). Un jour les colons domineront la situation. Or, leur mode de gouvernement étant l'irrationalité, l'irrationalité gagnera tout le monde, Palestiniens comme Israéliens, et ira peut-être même jusqu'à provoquer la chute d'Israël* ».

Benjamin NETANYAHOU *

Né en 1949 à Tel Aviv, il est d'abord diplomate et, notamment, ambassadeur de l'État d'Israël auprès des Nations unies entre 1984 et 1988.

En 2009, alors que son parti le Likoud est arrivé en deuxième position aux élections législatives, il est chargé de former un nouveau gouvernement, dans lequel il accorde une place importante aux nationalistes, aux ultra-orthodoxes et aux travaillistes.

Le 6 février 2017, la Knesset vote la légalisation des expropriations de Palestiniens de leurs terres pour des projets de colonies.



David BEN GOURION **

David GRÛN est né en Pologne en 1886, il émigre en Palestine, alors province de l'Empire ottoman en 1906. Les mots hébreux Ben Gourion signifient « *Fils du Lion* », en souvenir d'un héros du siège de Jérusalem par les Romains.

Il travaille d'abord dans les orangeries et les vignobles des exploitations agricoles juives créées dans les années 1880 par les sionistes de la première immigration ... Il est Président de l'Agence juive en 1935.

Fondateur en 1947 de l'État d'Israël, qu'il a présidé durant les trois dernières décennies de son existence. Il démissionne en 1963, reste membre de la Knesset jusqu'en 1970. Il prend sa retraite à 84 ans, et meurt en 1973.



David Ben Gourion en 1959.

Monseigneur Michel SABBAH ***

Michel Sabbah, Évêque de l'Église catholique, a été patriarche latin de Jérusalem (de 1987 à 2008). Palestinien, il est le premier arabe à avoir été nommé à cette fonction. Il a pris position pour la solution à deux États (la coexistence d'un État palestinien et d'Israël) et le droit de retour des réfugiés palestiniens.

Il a critiqué la barrière de séparation israélienne et appelé à la fin de l'occupation de la Palestine, donnée première pour lui, en vue d'envisager une solution de justice et de paix.

